



LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #1 / vague 11

Mars 2020

L'EMPRISE DU LIBÉRALISME AUTORITAIRE EN FRANCE

L'analyse du rapport que les enquêtés font entre la démocratie et la question de l'efficacité de l'action publique montre qu'une importante minorité des personnes interrogées préférerait plus d'efficacité et moins de démocratie. La demande d'autorité politique est forte et ne correspond pas à une fracture sociale précise mais bien plutôt à une fracture idéologique. Cette critique de la démocratie libérale pour son inefficacité est fortement liée au degré de libéralisme des enquêtés. On voit se développer en France un libéralisme autoritaire qui trouve son implantation partisane aussi bien dans l'électorat de La République en Marche, des Républicains ou du Rassemblement national.

Méthodologie : La vague 11 du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 28 janvier au 4 février 2020 auprès de 2 116 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

Dans le questionnaire de la vague 11 du Baromètre de la confiance politique, les enquêtés étaient appelés à se prononcer sur la proposition suivante : « En démocratie, rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ». Globalement, 41% d'entre eux étaient d'accord avec cette proposition dont 9% « tout à fait d'accord ».

L'idée d'une nécessaire extension ou d'un approfondissement de la démocratie, abondamment développée lors de la crise des « gilets jaunes » ou du grand débat national, est donc loin d'être partagée par tous, même si le baromètre nous apprend également que 64% des enquêtés estiment que la démocratie ne fonctionne pas très bien en France (dont 24% « pas bien du tout »). Elle vient désormais se heurter à une attente profonde de solutions rapides aux problèmes économiques ou sociaux. Il est d'ailleurs très significatif que cette demande émerge aussi puissamment sous la V^e République, alors que ce régime avait acquis une réputation d'efficacité reconnue même par ses détracteurs. La question de l'efficacité de la démocratie représentative comme processus de décision a trouvé sa parfaite illustration dans l'enlisement du débat parlementaire sur la réforme des retraites.

La France n'est donc pas à l'abri d'une « démocratie illibérale » c'est-à-dire d'une démocratie ayant trois caractéristiques : un pouvoir central fort aux mains d'un dirigeant plutôt qu'un processus de « gouvernance » et d'interactions entre divers partenaires ; une application systématique du programme majoritaire sans tenir compte des demandes des minorités ou des oppositions, ce qui peut parfois conduire à restreindre l'État de droit ; la recherche du soutien des classes populaires et une critique des élites en place, soit une forme rénovée de populisme qui s'appuie sur le bon sens contre la science.

L'enquête montre que, si une grande partie de l'opinion aspire à plus de démocratie, par des moyens de contrôle plus directs sur l'action publique, comme le référendum, ou par l'organisation de processus participatifs utilisant le tirage au sort, une grosse minorité de cette même opinion préfère l'efficacité, sans que cette demande d'efficacité repose sur une défiance particulière à l'égard des institutions politiques¹. La question démocratique ne se résume donc pas à la question de savoir s'il faut plus ou moins de démocratie ou comment. Elle conduit à s'interroger sur les raisons pour lesquelles on pourrait en préférer moins.

L'antinomie posée entre la démocratie et l'efficacité renvoie à l'évolution que le macronisme a voulu explicitement incarner : une approche pragmatique des problèmes ne s'attardant pas dans les méandres de débats interminables, l'abandon des appareils partisans dont les jeux et les conflits internes avaient marqué le quinquennat de François Hollande, stigmatisé par La République en marche pour son incapacité à faire avancer des réformes de société et, au bout du compte, le dépassement du clivage gauche-droite comme source de prêt-à-penser sans réelle portée sur la conduite d'une société moderne.

Le macronisme conduit donc à une forme d'autoritarisme, qui s'est révélé quelque temps après l'élection de 2017, alors même qu'En Marche ! avait été fondé sur un principe participatif. Cette verticalité est celle du libéralisme par l'État porté depuis des décennies par une partie de la haute fonction publique et notamment par l'Inspection générale des finances dont Emmanuel Macron est issu : il faut libéraliser la société française contre elle-même afin de mettre enfin en œuvre toutes les préconisations des think tanks et des penseurs libéraux².

Il reste que ce libéralisme autoritaire semble s'être développé dans la société bien au-delà du cercle restreint des élites de l'État et que son expression politique ne se réduit pas au macronisme qui n'en est que l'une des déclinaisons.

I – Le poids du libéralisme économique

Une première analyse montre en effet que le choix de l'efficacité aux dépens de la démocratie est surtout le fait de la partie la plus libérale de l'opinion. On peut ainsi construire un indice de libéralisme économique à partir des réponses apportées à trois questions : faut-il réduire le nombre de fonctionnaires, faut-il que l'État fasse confiance aux entreprises, faut-il donner la priorité à la compétitivité de l'économie sur le pouvoir d'achat des salariés ? Cet indice constitue une échelle statistique solide (alpha de Cronbach de 0,666). L'indice va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives.

Le niveau moyen de libéralisme économique en France est bas puisque 47% des enquêtés sont d'un niveau élevé de libéralisme (niveaux 2 et 3 de l'indice) alors que 53% d'entre eux sont d'un niveau faible de libéralisme (niveaux 0 et 1 de l'indice). On est donc loin d'une conversion massive au libéralisme économique, ce qui implique que ce dernier peut être imposé plutôt que partagé.

Le degré de libéralisme évolue en fonction du niveau de diplôme. La proportion d'enquêtés ayant un niveau élevé de libéralisme économique passe ainsi de 41% chez ceux ayant au plus le BEPC à 42% chez ceux ayant le bac puis à 51% chez ceux qui sont titulaires d'un master et à 63% chez les diplômés des grandes écoles ou titulaires d'un doctorat de recherche ou professionnel.

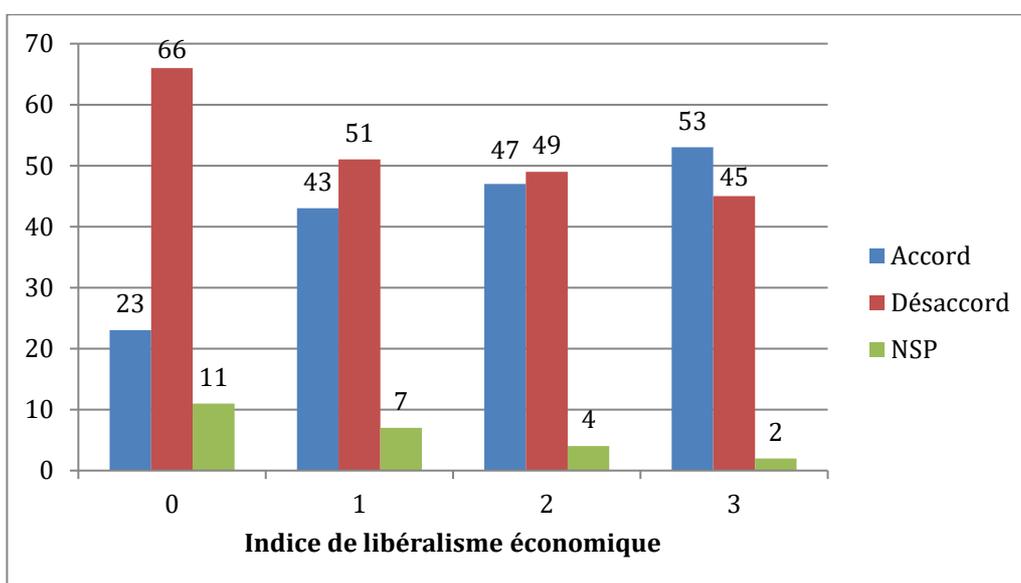
¹ C'est ainsi que 51% des enquêtés défendant l'efficacité contre la démocratie font confiance aux institutions politiques. Cette proportion est obtenue en dichotomisant un indice de confiance portant sur les diverses institutions politiques françaises les plus connues (conseil municipal, départemental, régional, Assemblée nationale, Sénat, gouvernement, institution présidentielle, Union européenne). Cette proportion n'est que légèrement inférieure à la moyenne (54%) et à la proportion d'enquêtés qui n'opposent pas l'efficacité à la démocratie (58%).

² Sur ce point, plusieurs recherches ont mis en évidence l'alliance du libéralisme et de l'autorité autant dans le projet électoral macroniste que dans l'univers idéologiques des adhérents d'En Marche ! : Bruno Cautrès, Thierry Pech, Marc Lazar, Thomas Vitiello, *La République en Marche, anatomie d'un mouvement*, rapport pour la Fondation Terra Nova, Paris, 8 octobre 2018, <http://tnova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement> ; Luc Rouban, *Le paradoxe du macronisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

Une lecture un peu simpliste en termes de lutte des classes conduirait à penser tout de suite que les élites libérales aiment l'efficacité contre le peuple qui aime la démocratie. La situation est cependant plus complexe. La proportion de ceux qui soutiennent la thèse de l'efficacité passe de 23% chez ceux qui sont au niveau 0 de libéralisme à 53% chez ceux qui sont au niveau 3. Néanmoins, la thèse de l'efficacité ne suit pas de manière linéaire le niveau de diplôme. Elle est plus particulièrement développée chez les moins diplômés (53% chez ceux qui ont au plus le BEPC, 55% chez les titulaires d'un CAP) et varie ensuite en fonction inverse du niveau de diplôme pour complaire seulement à 26% des titulaires d'un mastère mais remonte ensuite chez les plus diplômés (grandes écoles) qui la partagent à 40%.

Graphique 1 - Le soutien à l'efficacité contre la démocratie en fonction du libéralisme économique (%)

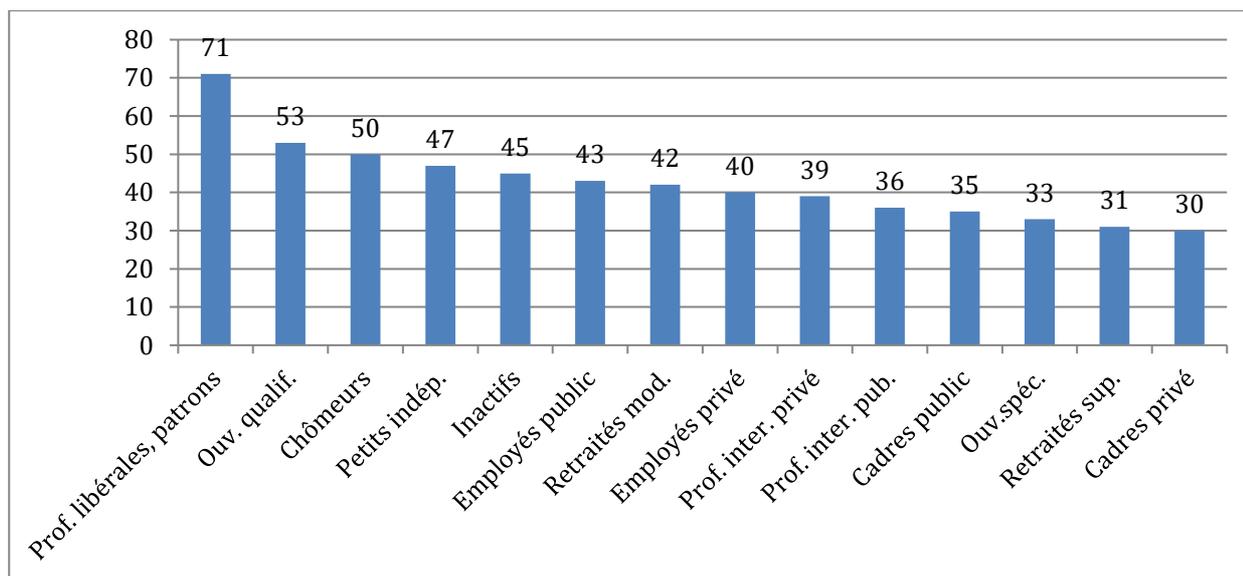
Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11, 2020



La défense de l'efficacité contre la démocratie est le fait de deux groupes fort opposés sur le plan social : d'un côté, des ouvriers qualifiés, des employés du secteur public et des retraités modestes et, de l'autre, des grands indépendants, membres des professions libérales ou chefs d'entreprise de plus de dix salariés. La bourgeoisie moyenne composée de salariés ayant fait des études supérieures y est beaucoup plus hostile. D'une manière générale, les réponses ne s'organisent pas en suivant la hiérarchie socioprofessionnelle. Les retraités de professions supérieures jouxtent les ouvriers spécialisés comme les ouvriers qualifiés côtoient les petits indépendants, artisans et commerçants.

Graphique 2 - Le soutien à l'efficacité contre la démocratie en fonction de la profession (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11, 2020



Le poids de l'autoritarisme

L'idée de défendre l'efficacité même contre la démocratie renvoie à la thèse d'un pouvoir fort et vertical qui sache aller à l'essentiel dans les réformes sociales ou économiques sans perdre de temps. On peut donc confronter l'efficacité et l'autorité. Pour ce faire, on a créé un indice d'autoritarisme qui s'appuie sur les réponses positives à trois questions : un bon système politique est celui qui a à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections, est celui où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, est celui où l'armée dirige le pays. La première question réunit en moyenne l'assentiment de 33% des enquêtés, la seconde 52% et la troisième 15%. L'indice d'autoritarisme, qui va donc de 0 à 3, constitue une échelle statistique assez solide (alpha de Cronbach de 0,485). On peut ensuite le dichotomiser entre « autoritarisme faible » (niveaux 0 et 1) et « autoritarisme fort » (niveaux 2 et 3).

Le croisement entre la demande d'efficacité et l'autoritarisme est particulièrement significatif puisque 46% de ceux qui défendent la thèse de l'efficacité sont fortement autoritaires contre 15% seulement de ceux qui la réfutent.

L'analyse en termes de grandes classes socioprofessionnelles³ montre que, si les membres des catégories populaires sont fortement autoritaires à hauteur de 33%, ceux des classes moyennes le sont à hauteur de 23% et ceux des classes supérieures à hauteur de 24%, ce qui montre que l'autoritarisme a gagné toutes les couches de la société et ne se réfugie pas seulement dans les

³ La définition des catégories sociales repose sur les regroupements suivants, tout en reconnaissant que ce type de classement est toujours imparfait et qu'il peut être amélioré : les catégories populaires comprennent les ouvriers, les employés du privé comme du public et les artisans-commerçants ne disposant pas de personnel. Les catégories moyennes recouvrent les artisans-commerçants ayant des salariés, les femmes au foyer, les étudiants, les professeurs des écoles, les enseignants du second degré, les maîtres de conférence, les officiers, les journalistes, les professions intermédiaires du privé comme du public et, par défaut, les agriculteurs. Les catégories supérieures sont composées des cadres du privé, des industriels et gros commerçants, des patrons de TPE, des professions libérales, des cadres des trois fonctions publiques - à l'exception des enseignants - et des entreprises publiques, des permanents politiques, des universitaires de rang A, des intellectuels et artistes. Les retraités sont classés en fonction de leur dernière activité professionnelle.

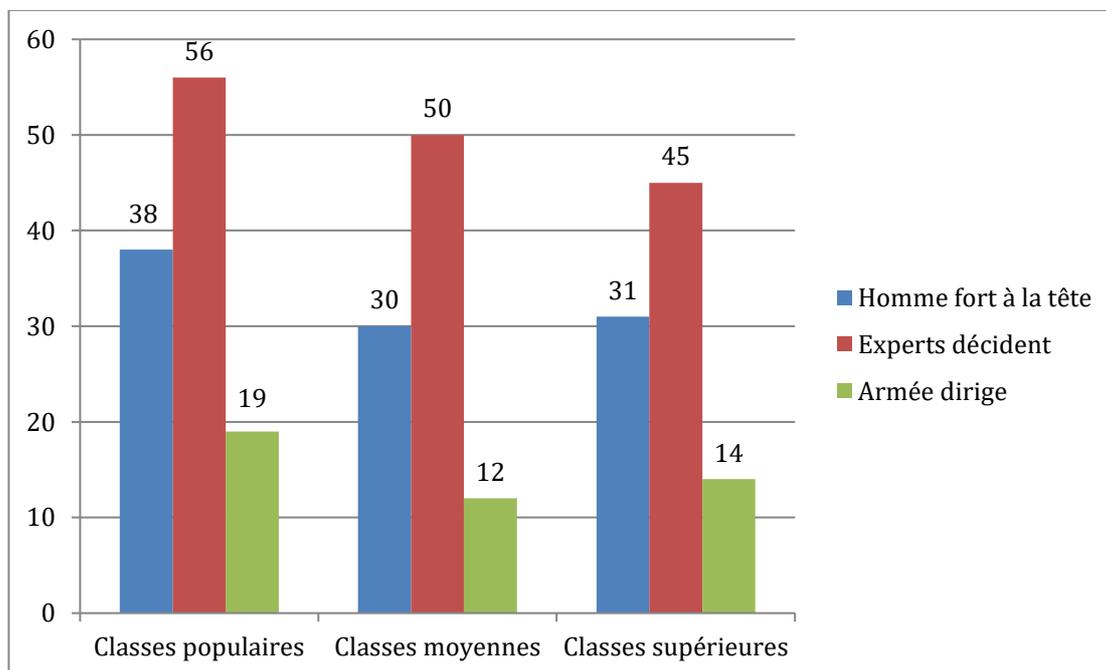
recoins de l'extrémisme. On remarque même que 31% des membres des catégories supérieures défendent l'idée d'avoir un homme fort à la tête du pays, 45% l'idée selon laquelle il vaudrait mieux que les experts dirigent le pays et 14% l'idée de laisser le pays aux mains de l'armée. Aucune des deux thèses symétriques couramment développées (les élites ont fait sécession contre le peuple ; seul le peuple devient autoritaire et s'oppose à des élites bien plus démocratiques) ne sont vérifiées ici.

Cet autoritarisme n'est pas antinomique avec le libéralisme économique, bien au contraire. En effet, les enquêtés qui sont fortement autoritaires sont très libéraux sur le plan économique à concurrence de 54% contre 44% chez ceux qui sont faiblement autoritaires. On est donc en quelque sorte à fronts renversés puisque l'histoire politique française a toujours mis en scène des libéraux fustigeant les mesures autoritaires de gouvernements de gauche utilisant la planification ou l'intervention de l'État pour imposer des réformes sociales et cela au détriment, selon eux, de l'autonomie des acteurs sociaux.

On voit clairement dans ces résultats que le libéralisme économique peut très bien s'associer à un haut niveau de refus des processus habituels de la démocratie représentative au point de préférer des experts ou des dirigeants forts à des assemblées d'élus. C'est ainsi que les enquêtés fortement libéraux sur le plan économique sont 41% à soutenir l'idée d'un homme fort à la tête du pays contre 27% de ceux qui ne sont pas libéraux. Ils sont également 56% contre 49% à défendre l'idée que les experts prennent les décisions à la place du gouvernement et 18% contre 13% à souhaiter que l'armée dirige le pays.

Graphique 3 - La demande d'autoritarisme politique par classe sociale (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11, 2020



Qui sont les libéraux autoritaires ?

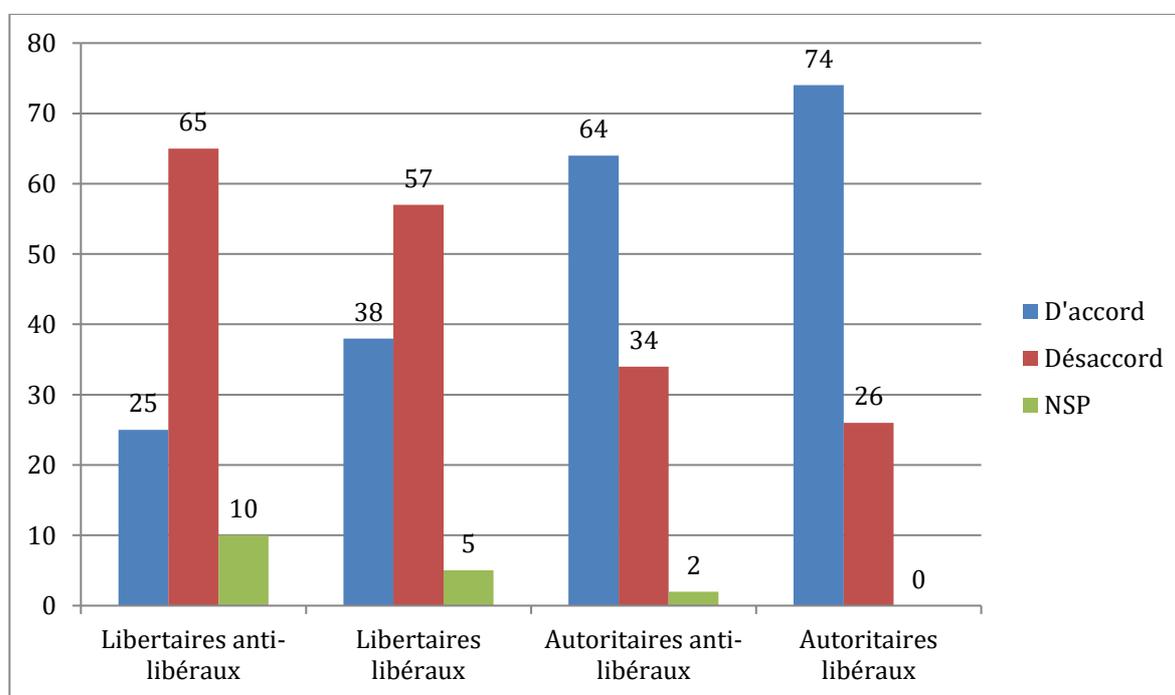
En croisant l'indice d'autoritarisme et l'indice de libéralisme économique, on peut isoler quatre groupes d'enquêtés : les « libertaires anti-libéraux » qui refusent les solutions autoritaires et sont anti-libéraux sur le plan économique (41% de tout l'échantillon) ; les « libertaires libéraux » à la fois hostiles à l'autoritarisme et défenseurs du libéralisme (32% de tout l'échantillon) ; les « autoritaires anti-libéraux » qui défendent les solutions autoritaires mais rejettent le libéralisme économique (13% du total) ; et les « autoritaires libéraux » qui défendent et l'autoritarisme et le libéralisme (15% du total).

Les réactions de ces quatre groupes face à la question de savoir s'il faut moins de démocratie et plus d'efficacité sont particulièrement contrastées puisque la proportion de ceux qui répondent positivement passe de 25% chez les « libertaires anti-libéraux », ce qui n'est tout de même pas insignifiant, à 74% chez les « autoritaires libéraux ». Ces résultats montrent que, même chez ceux qui seraient les moins enclins à défendre des solutions technocratiques, ou prises sans réel débat démocratique, la proportion de ceux qui estiment que la démocratie coûte cher à l'efficacité n'est pas négligeable.

Contrairement aux attentes, la distribution de ces quatre groupes par classe sociale ne s'avère pas significative et s'aligne sur la distribution moyenne, à la seule exception des autoritaires anti-libéraux qui se recrutent fortement dans les catégories populaires (62% pour une distribution moyenne de 41%). Et c'est parmi les jeunes de 18 à 24 ans que l'on décèle la proportion relative la plus importante de libéraux autoritaires (20%).

Graphique 4 - Le soutien à l'efficacité selon la défense de l'autoritarisme et du libéralisme (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11, 2020



Lecture : 25% des libertaires anti-libéraux soutiennent l'idée selon laquelle « il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité » alors que 65% rejettent cette proposition et que 10% ne savent pas.

On observe également que les dispositions à l'égard de l'autoritarisme politique ne s'associent pas à des dispositions symétriques en matière de libéralisme culturel ou sociétal. En effet, on aurait pu penser que des enquêtés refusant les méthodes politiques autoritaires, et donc classés ici chez les « libertaires », seraient également très tolérants sur le plan sociétal. Néanmoins, si l'on crée un indice de libéralisme culturel reposant sur les réponses à trois questions (le nombre des immigrés en France est-il trop important, l'école doit-elle former à la discipline ou à l'ouverture de l'esprit, la PMA pour toutes les femmes est-elle une bonne réforme ?), on voit que les dimensions politiques et culturelles sont indépendantes l'une de l'autre. Par exemple, les libertaires-libéraux sont aussi peu libéraux sur le plan culturel que les autoritaires-libéraux : 33% d'entre eux se situent dans le groupe à haute tolérance sociétale (dont la moyenne n'est que de 40% dans l'ensemble de l'échantillon).

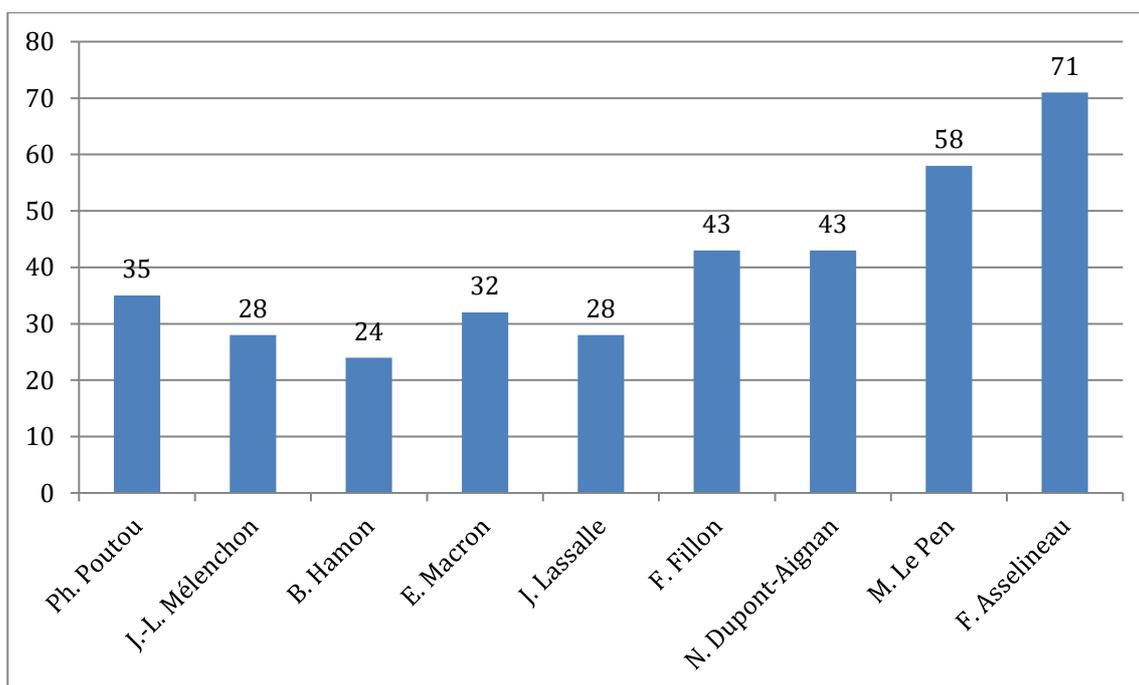
Les orientations politiques des uns et des autres sont assez éclatées si on les examine à la lumière des résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017. En effet, les libéraux autoritaires ont voté en priorité, en suffrages exprimés, à 30% pour François Fillon, à 27% pour Marine Le Pen et à 22% pour Emmanuel Macron. Les anti-libéraux autoritaires, eux, ont voté pour Marine Le Pen à 48%, pour Jean-Luc Mélenchon à 21% et pour Emmanuel Macron à 13%. Les libertaires libéraux ont voté à 34% pour Emmanuel Macron, à 33% pour François Fillon et à 14% pour Marine Le Pen. Quant aux libertaires anti-libéraux, ils ont voté à 36% pour Jean-Luc Mélenchon, à 18% pour Emmanuel Macron comme pour Marine Le Pen.

Le vote de ceux qui défendent l'efficacité aux dépens de la démocratie ressemble évidemment de très près à celui des libéraux autoritaires : 31% ont voté Marine Le Pen, 22% François Fillon, 19% Emmanuel Macron et 14% Jean-Luc Mélenchon, autant de candidats qui déclinent les diverses versions de l'autoritarisme.

Mais une lecture inverse montre que la demande d'efficacité contre la démocratie se retrouve en proportions importantes chez des électeurs que rien ne rapproche sur le plan idéologique ou partisan, de l'extrême-gauche à l'extrême droite, comme le montre le graphique 5. Il demeure que cette attente est bien plus forte du côté des électeurs de droite.

Graphique 5 - La proportion d'enquêtés défendant l'efficacité contre la démocratie selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11, 2020



Note : les résultats pour Philippe Poutou, Jean Lassalle et François Asselineau doivent être pris avec précaution étant donné la faiblesse des effectifs. Les résultats de Nathalie Arthaud et de Jacques Cheminade ne sont pas présentés faute d'effectifs suffisants.

Conclusion

Le rapport à l'efficacité et à l'autoritarisme politique semble constituer un clivage puissant autour duquel le clivage gauche-droite se renouvelle. Mais au cœur de cette demande forte d'autorité politique se déploie un libéralisme qui s'y associe fort bien. L'efficacité du libéralisme n'est plus gagée sur la seule autonomie des acteurs sociaux. Elle peut appeler un ordre contraignant et imposé d'en haut, ce qui caractérise du reste le néolibéralisme par rapport à son ancêtre du XIX^e siècle. L'autoritarisme politique, qu'il passe par un renforcement du pouvoir exécutif, un affaiblissement des débats parlementaires ou un appel direct au peuple, puise ses racines dans la recherche d'une efficacité politique qui semble perdue.

Deux modèles politiques semblent se dessiner, selon la nature de l'efficacité qu'ils recherchent. L'un s'appuie sur une autorité exécutive et donc sur une efficacité opérationnelle de l'action publique, ouvrant la voie à la démocratie illibérale et fortement conflictuelle. L'autre s'appuie sur le consentement des citoyens et une efficacité politique qui relève de la légitimation de l'action publique par le débat. Il reste néanmoins singulièrement limité par la gestion du temps politique et la multiplication des urgences.

Bibliographie et références documentaires

CAUTRÈS (Bruno), LAZAR (Marc) PECH, (Thierry), VITIELLO (Thomas), *La République en Marche, anatomie d'un mouvement*, rapport pour la Fondation Terra Nova, Paris, 2018, <http://tnova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement>.

ROUBAN (Luc), *Le paradoxe du macronisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

L'auteur

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
Centre de recherches
politiques de Sciences Po
(CEVIPOF)
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer cette note :

ROUBAN (Luc), « L'emprise du libéralisme autoritaire en France », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, note 1, vague 11, mars 2020, 9 p.

URL: <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

© CEVIPOF, 2020 Luc Rouban

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.



info.cevipof@sciencespo.fr

www.cevipof.com
